



Sélection de documents sur le foncier & la gestion des milieux humides



Avant-propos

Les porteurs de projets en faveur des milieux humides ont, parmi leurs actions, recours à la maîtrise foncière et d'usage. Cette dernière s'appuie sur une approche concertée, au plus près des enjeux environnementaux, sociaux et économiques des territoires.

Les gestionnaires de sites sont donc amenés à se questionner régulièrement sur leur capacité à répondre aux objectifs de gestion en lien avec la maîtrise foncière.

Le pôle Rhône&Saône et le Centre de Ressources du patrimoine naturel ligérien de la Fédération des Conservatoires d'espaces naturels, vous proposent une sélection de documents issus de son fonds documentaire pour aborder le sujet de l'action foncière en lien avec la gestion des espaces naturels et des milieux humides.

Documents

Actes de colloques

FON1.2 - 2299 / 18961

La maîtrise foncière en espaces naturels. Savoir utiliser les outils et connaître les acteurs du foncier. Synthèse des discussions des 2 et 3 avril 2012, Givors, Saint-Andéol-le-Château

Conservatoires d'espaces naturels de Rhône-Alpes, 2013, 5 p.

FONCIER / Maîtrise foncière / Gestion d'espace naturel / Acteur foncier

Les 2 et 3 avril 2012, les journées d'échanges techniques "La maîtrise foncière en espaces naturels", organisées par le Conservatoire d'espaces naturels Rhône-Alpes, en lien avec les Conservatoires de Savoie, Haute-Savoie et la Fédération des Conservatoires, ont réuni 80 participants à Givors et Saint-Andéol-le-Château (Rhône). Ces journées aspiraient à l'amélioration des méthodes de travail ainsi que l'optimisation des connaissances liées aux procédures et acteurs de la maîtrise foncière en espaces naturels.

Actes de colloques

FON1.2 - 2129 / 18559

Séminaires 2004-2005. Contribuer au devenir des zones humides littorales par la maîtrise foncière

GRASSET, Bernard (Dir.) ; BAVEREL, Valérie

Forum des Marais Atlantiques, Février 2006, 148 p.

FONCIER / Maîtrise foncière / Marais / Zone humide / Littoral

"Le Forum des Marais Atlantiques a organisé trois rencontres locales autour de la contribution des marais acquis par des acteurs publics au devenir des zones humides littorales : une en Gironde (Reignac, 30 novembre 2004), une dans la Somme (Saint-Valéry-sur-Somme, 20 janvier 2005) et une en Loire-Atlantique (Nantes, 7 juin 2005). [...] "Ces rencontres, ainsi que l'identification des marais acquis, proposent de partager un état des lieux ainsi qu'un ensemble de pratiques et de questionnements. En effet, il n'est pas toujours facile pour les acteurs ruraux de comprendre les stratégies d'acquisition et de gestion de ces marais sortis de la sphère strictement privée. Or, ils sont souvent l'occasion de nombreux partenariats et peuvent être le point de départ d'enrichissements mutuels et d'évolutions pour le devenir des marais."





Article

FON - 2131 / 18561

Les associations foncières pastorales : un atout au service du maintien de territoires d'élevage en milieu humide

GILARDEAU, Jean-Marie

Forum, la lettre des marais atlantiques, n°35, Septembre 2017, p. 6

FONCIER / Pastoralisme / Elevage / Zone humide

A travers l'exemple du marais de Brouage, l'article montre l'intérêt d'utiliser les associations foncières pastorales (AFP) comme outils de structuration du foncier.

Article

FON1.2 - 2009 / 18187

Promouvoir l'agriculture dans le projet de territoire pour faciliter la mise à disposition du foncier : le cas de la châtaigneraie ardéchoise

DEMENE, Camille ; AUDIBERT, Odile

VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement, n°1, Mai 2017

FONCIER / Espace agricole / Agriculture

« Dans un contexte de rareté croissante du foncier, la question de la mise à disposition de parcelles agricoles est toujours épineuse. Le bail rural, soumis au statut du fermage et hérité des politiques de modernisation de l'agriculture de l'après-guerre, en reste aujourd'hui l'outil essentiel. Conçu pour satisfaire aux exigences de l'activité agricole et de sa modernisation, le bail connaît toutefois aujourd'hui une certaine disgrâce aux yeux des propriétaires, qui craignent d'y voir disparaître leurs droits à disposer librement de leur foncier. Dans ce contexte, notre contribution s'interroge sur la légitimité actuelle du bail rural et sur le possible renouvellement des modalités de mise à disposition du foncier. Nous faisons l'hypothèse que celle-ci est facilitée dès lors qu'un projet de mise en valeur agricole est partagé entre les parties – propriétaires et agriculteurs. S'il doit avant tout contribuer à une reconnaissance commune des enjeux et à une meilleure acceptation du bail, ce projet partagé peut également ouvrir la voie à des formes originales, notamment collectives, de mise à disposition du foncier. Nous étayerons notre proposition par l'analyse des actions conduites dans le cadre du programme de reconquête de la châtaigneraie, production agricole emblématique des Monts d'Ardèche. Nous y soulignerons l'importance de l'adhésion, à différentes échelles – du territoire à la parcelle - des acteurs à un projet agricole fédérateur, pour améliorer les conditions de mise à disposition du foncier. »

Article

FON - 2008 / 18186

Productions d'inégalités d'accès à la ressource foncière et politiques de préservation du foncier : une approche comparative

REQUIER-DESJARDINS, Mélanie ; VIANEY, Gisèle

VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement, n°1, Mai 2017

FONCIER / Pastoralisme / Protection réglementaire

«À partir de résultats de travaux de terrain réalisés en France, en Algérie et au Cameroun, cet article analyse comment des actions, des mesures et des normes visant à freiner la dégradation des terres en zones arides et semi-arides et à contrer l'étalement urbain dans des contextes de forte pression foncière génèrent des inégalités et des exclusions sociales. Pour l'étude, des méthodologies et des disciplines différenciées sont mobilisées : une évaluation économique en Algérie, un diagnostic socio-économique au Cameroun et une analyse des pratiques sociales et agricoles sous-tendant les régimes fonciers locaux en France. Les résultats présentent un ensemble de points communs du point de vue de l'histoire de la ressource foncière et montrent que les effets de ces projets et mesures s'opposent aux objectifs attendus.»



Article

FON1 - 2007 / 18185

Droit foncier et pastoralisme, entre propriété et territoire

BARRIERE, Olivier ; BES, Cécile

VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement, n°1, Mai 2017

FONCIER / Régime foncier / Droit / Pastoralisme / Propriété foncière

« À partir de situations françaises, nous nous interrogeons sur la place du système pastoral dans le territoire et dans le droit à travers ce qui définit le « foncier pastoral ». Comment ce foncier est-il traité, à travers l'histoire, par le droit positif ? De quelle manière les politiques publiques prennent-elles en compte ce droit sur le fonds préposé au pastoralisme ? Ces interrogations aboutissent à un constat. Aller plus loin consiste à s'intéresser au régime du foncier pastoral et à sa mise en œuvre alliant relation de propriété et relation de territorialité. En effet, la façon dont le droit se saisit de l'espace pastoral permet de se poser la question du régime foncier (le rapport juridique à la terre) face à celle de l'identité territoriale (ce qui fait territoire). Le paradigme qui sous-tend chacune d'elle n'est pas toujours le même d'où des tensions voire des confrontations entre ces deux rapports au foncier. La prise en compte à la fois de la réalité du régime de propriété foncière et de celle de la « mise en territoire » du système pastoral débouche sur une transversalité entre les deux paradigmes qui se pose particulièrement depuis l'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO du site Causses-Cévennes pour ses paysages agropastoraux. Le passage à l'échelle locale du caractère patrimonial ne se décrète pas et cette inscription se présente comme une occasion pour les acteurs locaux de formaliser des valeurs territoriales autour du pastoralisme. Aussi, des innovations endogènes au territoire sont récemment promues par ces acteurs dans un processus d'expérimentation au sein de la Communauté de Communes « Causses Aigoual Cévennes Terres solidaires ». L'enjeu est de mettre en lumière la pluralité des rapports à la terre, propriété individuelle ou territoire commun, la marge des possibles qui ne se limite pas à l'ontologie de l'appropriation. »



Article

FON1.2 - 2006 / 18184

Tensions sur l'espace agricole : quand les enjeux fonciers réinterrogent le rapport entre propriété et usage

GUERINGER, Alain ; PERRIN, Coline ; BARTHES, Carole

VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement, n°1, Mai 2017

FONCIER / Espace agricole / Maîtrise foncière

Article

AME1 - 1553 / 17249

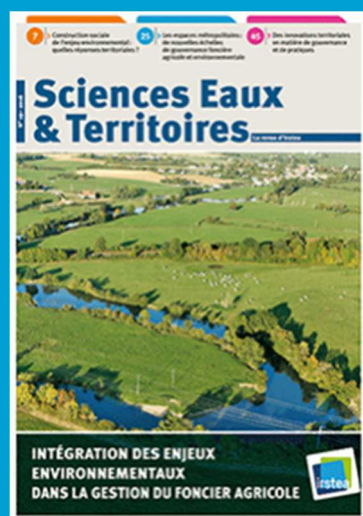
Foncier agricole et enjeux environnementaux : de nouvelles tensions au niveau des exploitations agricoles pour la mise en œuvre de la Trame Verte

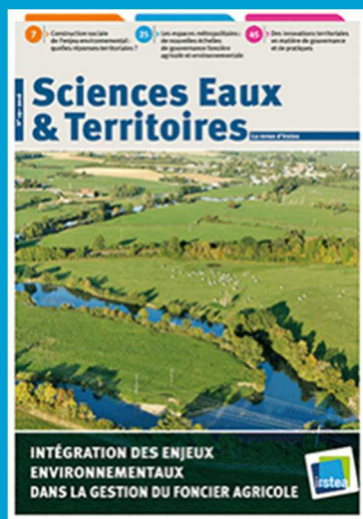
ALAVOINE-MORNAS, Françoise ; GIRARD, Sabine

Sciences Eaux & Territoires, n°19, p. 46-49

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / FONCIER / Agriculture / Trame Verte et Bleue / Corridor écologique / Biodiversité / Pratique agricole

« Le dispositif de la Trame verte vise à reconstituer ou maintenir des continuités écologiques dans un objectif de préservation de la biodiversité. Sa mise en œuvre interpelle tout particulièrement les pratiques agricoles dans leur entretien de l'espace et des éléments paysagers pouvant participer à cette trame écologique. Sur la base d'enquêtes réalisées auprès d'agriculteurs d'une vallée alpine française, cet article montre comment la question foncière influence non seulement les pratiques et les attitudes des agriculteurs, mais aussi leur vision de la politique publique Trame verte et le rôle que peut y jouer l'agriculture. »





Article

FON - 2130 / 18560

Le foncier agricole, variable d'ajustement ou déterminant de la compensation écologique ?

PECH, Michel ; ETRILLARD, Claire

Sciences Eaux & Territoires, n°19, 2016, p. 60-63

FONCIER / Agriculture / Mesure compensatoire / Maîtrise foncière

"La construction d'aménagements ou d'autres infrastructures justifie dans certains cas l'application plus ou moins négociée de mesures de compensation. Deux problèmes principaux se posent, l'un intéresse la disponibilité du foncier et les modes de gestion qui lui seront associés, l'autre consiste en la recherche du mode de gouvernance le plus adapté à l'application de mesures de compensation. Après avoir exposé les différentes approches en matière de maîtrise et de gestion du foncier, cet article s'intéresse à la mise en œuvre pratique de la compensation écologique, notamment quant au choix d'un mode de gouvernance le plus approprié."

Article

FON2 - 1369 / 16534

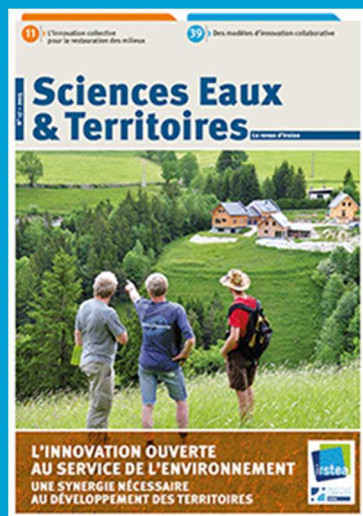
Les opérations de portage foncier pour préserver l'usage agricole

GUERINGER, Alain ; BERTRAND, Nathalie ; LEGER-BOSCH, Christine

Sciences Eaux & Territoires, n°17, Octobre 2015, p. 66-71

FONCIER / Maîtrise foncière / Urbanisation / Espace agricole / AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / Protection de l'environnement

"Dans les territoires périurbains, l'urbanisation croissante se fait principalement au détriment des espaces agricoles, qui disparaissent alors de manière irréversible. Associée à des enjeux environnementaux mais aussi alimentaires, la préservation de ces espaces est devenue un enjeu majeur de la politique d'aménagement du territoire. Dans ce contexte, des initiatives innovantes émergent via une intervention directe sur le marché foncier, avec l'objectif de préserver l'usage agricole sur le long terme. Cet article présente une première analyse de ce phénomène relativement récent : les « opérations de portage foncier »."



Article

FON - 1063 / 15820

Le dossier : Un espace naturel : J'achète ?

collectif

Espaces Naturels, n°50, Avril-juin 2015, p. 22-37

FONCIER / Gestion d'espace naturel / Maîtrise foncière / Acquisition foncière



Au sommaire de ce dossier :

- Acquérir des espaces naturels : opportunité ou nécessité ?
- Animateur foncier : pédagogie et passion
- Une révision partagée de la stratégie de long terme
- La maîtrise foncière des espaces naturels pour quoi faire ?
- PAEN : un nouvel outil pour les espaces agricoles et naturels
- L'achat, une valeur sûre soutenue par les agences de l'eau
- Foncier : trouver la bonne articulation avec les autres protections
- Protéger les espaces agricoles et naturels pour l'avenir de l'Humanité

Article

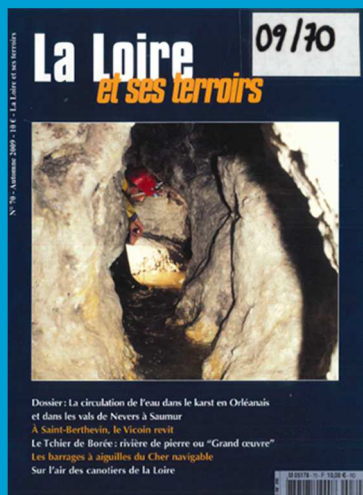
DRO2.311-4 / 2827

Le Domaine Public Fluvial (III). Servitudes et droits de passage

AUCLERC, Philippe

La Loire et ses Terroirs, Été 1997, n°24, p.26-29

DROIT / Domaine Public Fluvial / Servitude





Cet article traite du droit foncier lié au Domaine Public Fluvial, en particulier les diverses servitudes existantes (servitude de halages, de marchepied...), leur nature et leur champ d'application. Un chapitre est consacré aux moyens d'élargir l'accès et les usages du DPF.

Brochure

FON1.2 - 2301 / 18963

Fiche pratique. Les outils de maîtrise foncière. La convention d'usage

collectif

Conservatoires d'espaces naturels de Rhône-Alpes, Février 2013, 7 p.

FONCIER / Maîtrise foncière / Acteur foncier

Brochure

FON - 0454 / 13346

Panorama des incitations fiscales et financières en faveur des espaces naturels

Parcs Nationaux de France, 2012, 15 p.

FONCIER / Gestion d'espace naturel / Parc national

Au sommaire de ce document :

I. Dispositifs concernant les propriétaires fonciers

II. Dispositifs concernant les communes

III. Dispositifs concernant les gestionnaires d'espaces naturels

IV. Dispositifs concernant les usagers des espaces naturels

Sommaire	
I. Dispositifs concernant les propriétaires fonciers	p.2
A. Mesures touchant l'impôt sur le revenu	p.2
1. Réduction d'impôt accordée au titre des dépenses de préservation	p.2
2. Déduction d'impôt au titre des dépenses de restauration et d'entretien	p.2
B. Exonération de base foncière sur des propriétés non bâties	p.3
C. Exonération des droits de mutation à titre gratuit	p.4
D. Rensuirs à la cession en paiement	p.4
II. Dispositifs concernant les communes	p.5
A. Mesure concernant la dotation globale de fonctionnement	p.5
B. Mesure particulière en cas d'institution d'une base de séjour	p.5
III. Dispositifs concernant les gestionnaires d'espaces naturels	p.6
A. Taxes sur les passages empiétant à destination des espaces naturels protégés	p.6
B. Droit de franchissement et de navigation affecté au Conservatoire de l'espèce littoral	p.6
C. Droit départemental de passage sur les ouvrages d'art reliant les îles au continent	p.7
IV. Dispositifs concernant les usagers des espaces naturels	p.7
A. Les sentiers Natura 2000	p.7
B. Les itinéraires géo-pédagogiques (NAGE)	p.8
C. Les NAGE éducatives	p.10
D. Mesure n°122 du PNFV : compensation et mise en valeur du patrimoine rural	p.11-12
Annexe I	p.13
Annexe II	p.14-15
Annexe III	p.16-17

Brochure

ENV1.22 - 0405 / 13234

La fin des paysages ? Livre Blanc pour une gestion ménagère de nos espaces ruraux

BOISMENU, Antoine de

FNSAFER, 2004, 47 p.

ENVIRONNEMENT / Paysage rural / Espace rural



Avec ce livre Blanc, la Fédération Nationale des Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural s'interroge face à l'urbanisation. Elle ouvre le débat : assiste-t-on à la fin des paysages des campagnes traditionnelles ? L'accepte-t-on ? Est-ce le prix à payer des modes de vie modernes et du progrès ?

Brochure

POL1.232.11 - 0236 / 12687

Partenaires pour une gestion foncière au service des ressources en eau

Agence de l'eau Loire-Bretagne, 5 p.

POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT / Acteur de l'eau / Acteur foncier / SAFER / FONCIER

Une convention de partenariat vient d'être signée entre l'agence de l'eau, les Safer (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) et les chambres d'agriculture du bassin Loire-Bretagne pour une politique de gestion du foncier sur les aires d'alimentation de captages prioritaires "Grenelle". Ce document décrit le rôle de chacun des partenaires et présente des exemples de gestion foncière.

Livre

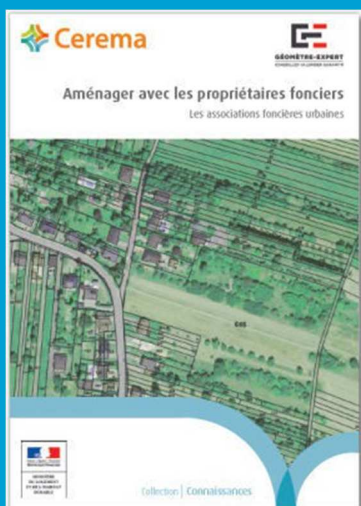
FON - 2126 / 18557

Aménager avec les propriétaires fonciers. Les associations foncières urbaines

MARCHAND, Patrick (Coord.)

Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement, 2017, 52 p.

FONCIER / Ville



« Cet ouvrage présente de manière synthétique et illustrée par des exemples concrets, les différentes formes d'association foncière urbaine (AFU), leurs avantages, leurs précautions d'utilisation et leurs conditions de mise en œuvre : Il répond aux principales questions que peuvent se poser les acteurs concernés : Pourquoi et quand utiliser l'AFU ? Quel intérêt revêt cette procédure par rapport aux autres outils de l'aménagement ? Quelles sont les nouvelles perspectives d'utilisation de cet outil dans un contexte foncier et urbain en pleine évolution suite à la loi ALUR ? Il s'adresse principalement aux collectivités locales, aux propriétaires fonciers et aux acteurs de l'aménagement s'interrogeant sur la possibilité d'utiliser cette démarche pour mener à bien un projet d'aménagement. Ce document synthétique constitue le premier ouvrage produit par le groupe de travail sur les AFU, constitué par le Cerema, l'Ordre des géomètres-experts (OGE) et le ministère du Logement et de l'Habitat Durable (MLHD). Il a vocation à être complété par un guide méthodologique, à destination des professionnels de l'aménagement, détaillant les différentes étapes dans la mise en œuvre des AFU. »

Livre

AME1.1 - 1738 / 17657



Prise en compte de l'activité agricole et des espaces naturels dans le cadre de la gestion des risques inondations. Guide destiné aux acteurs locaux. Volet activité agricole - Version 1

Collectif

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer ; Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, Avril 2016, 135 p.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / Gestion des risques / Risque naturel / Inondation / Agriculture / Espace naturel sensible des départements / Guide

Au sommaire de ce guide :

PARTIE I : Connaissances à partager sur les inondations

1. Les inondations et leurs impacts

2. Les stratégies de gestion des risques d'inondation

PARTIE II Clés de réussite

Créer un climat de confiance

Clé de réussite n°1 - Se connaître pour se comprendre

Clé de réussite n°2 - Devenir partenaires

Clé de réussite n°3 - Maîtriser les impacts négatifs du projet

PARTIE III BOITE A OUTILS (20 fiches)

Livre

FON - 2128 / 18558



Eau et Foncier. Guide juridique et pratique pour les interventions publiques sur terrains privés

LEDOUX, Bruno ; LARROUY-CASTERA, Xavier

DREAL Languedoc-Roussillon, Mars 2010, 209 p.

FONCIER / Eau / Guide / Gestion de l'eau / Cours d'eau non-domanial / Restauration de milieu / Entretien de cours d'eau / Milieu aquatique / Espace de liberté / Crue / Loisir / Captage d'eau / Zone humide

Sommaire général du guide :

-Les maîtres d'ouvrage publics et la gestion intégrée de l'eau

-La restauration et l'entretien des milieux aquatiques et rivulaire

-La préservation et la restauration de l'espace de mobilité des cours d'eau

-La préservation et la restauration des champs d'expansion des crues

-Gestion des matériaux solides

-Accès à la rivière et usage de loisir

-Protection des captages d'eau potable et de la ressource en amont

-Accès et travaux de protection sur des forages ou des puits privés

-Les zones humides



Livre

FON - 2127 / 18556

Les outils de l'action foncière au service des politiques publiques

DAVAL, B (Coord.)

CERTU, 2006, 82 p.

FONCIER / Maîtrise foncière / AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / SAFER / Acteur foncier

Ce document recense les différents moyens d'actions dont disposent les collectivités locales afin de mener à bien des interventions foncières au service des politiques publiques. Les outils proposés sont sous forme de fiches concernant divers niveaux d'intervention :

- la planification : SCOT, PLU, PLH ...
- les outils d'aménagement opérationnel : ZAC, lotissement, PC groupé ...
- les outils de maîtrise foncière : DPU, ZAD, expropriation ...
- les autres outils de mobilisation foncière : VEFA, baux, AFU ...
- les outils fiscaux et financiers : PVR, PAE, TLE, TFPNB ...
- les acteurs et structures publiques : EPF, DAF, SAFER ...

A noter que certaines fiches ont été mises à jour en 2013 et sont disponibles en ligne ; pour y accéder, cliquez sur le deuxième lien du champ "Adresse web".

Livre

FON1.2-1 / 4146

Les contrats pour la gestion des milieux naturels

DEPREZ, D.

Atelier Technique des Espaces Naturels, 1995, 70 p. + annexes

FONCIER / Gestion des milieux / Convention de gestion foncière / Propriété foncière / Maîtrise foncière / Législation

Analyse des outils juridiques existants pour la maîtrise du foncier et des droits d'usage d'un site naturel pour sa gestion conservatoire. Après rappel des règles liées à la nature du contrat, il est proposé un bilan des avantages et inconvénients pour chacune des parties (propriétaires, locataires...)

Mémoire/Thèse

GES1.34-8 / 4397

Quelle place pour les Espaces Naturels Sensibles au sein d'un réseau écologique régional ? Mémoire de Master 2, Espaces et Milieux, Université Paris Diderot, Paris 7

GAUDARD, Romain, Conservatoire des Espaces Naturels Sensibles du Conseil Général de l'Essonne

Université Denis Diderot, Paris 7, 01/01/09, 86 p.

PROTECTION ET GESTION / Espace naturel sensible des départements / Acquisition foncière

Ce mémoire porte sur une étude commandée par le Conseil général de l'Essonne relative au patrimoine foncier au titre des Espaces Naturels Sensibles. Cette étude vise à faire émerger des propositions sur les priorités futures du Département en termes d'acquisition.

Rapport

GES2 - 2137 / 18580

Mesures de compensation et intervention des conservatoires d'espaces naturels

BOISSEAUX, Thierry (Coord.) ; STEFANINI-MEYRIGNAC, Odile

Ministère de la Transition écologique et solidaire ; CGEDD, Septembre 2017, 58 p.

PROTECTION ET GESTION DES MILIEUX NATURELS / Gestion d'espace naturel / Mesure compensatoire / FONCIER

« La loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages a précisé les règles s'attachant à la mise en place de la compensation écologique comme option ultime de la séquence « Éviter, réduire, compenser ». Elle consacre le recours à un



mécanisme de marché, en le régulant, comme un des moyens permettant d'atteindre l'objectif d'absence de perte nette de biodiversité. Les conservatoires d'espaces naturels gèrent un ensemble significatif d'espaces naturels et ils participent à la préservation voire à l'amélioration de l'état de conservation du patrimoine naturel français. Ils se sont bâtis une identité et ont acquis une expérience qui leur permet de jouer un rôle précieux dans la compensation. Leur implication est déjà une réalité mais elle soulève un ensemble de questions. Elles concernent leur éthique d'intervention, l'évolution de leur cœur de métier et de leur modèle économique. Sécuriser le foncier qu'ils détiennent et assurer la pérennité d'actions nécessaires à la gestion de la compensation constituent deux points sensibles. Une des solutions sur laquelle travaille le réseau des conservatoires consiste à créer une fondation reconnue d'utilité publique qui aurait vocation à accueillir les terrains détenus par les conservatoires et ceux qu'ils seront amenés à acquérir dans le futur. Cette solution pourrait permettre une mutualisation de compétences pointues qui font défaut aux différents conservatoires. Les rapporteurs considèrent de fait que si la compensation peut offrir de nouvelles opportunités pour de futurs « opérateurs », la complexité, le coût et les risques inhérents à sa mise en œuvre devraient les inciter à la création d'alliances permettant de réunir les compétences et l'assise financière indispensables à sa sécurisation. »

Rapport

FON - 2300 / 18962

Le bail rural à clauses environnementales (BRE) et le paysage "agro-environnemental"

PODLEJSKI, Corinne ; DUBOURG, David ; MARCON, Jean-François

Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement, 2015, 93 p.

FONCIER / Acteur foncier / Paysage rural / Agri-environnement

« Le document présente le contexte et les dispositifs précédant la création du bail rural environnemental et l'évolution du paysage « agro-environnemental », dans leurs cadres législatifs et réglementaires. Puis, une enquête auprès de différents bailleurs (collectivités territoriales, établissements publics, réseau CEN, parcs nationaux et régionaux, associations et fondations) et l'étude de baux ruraux environnementaux contractualisés, donne une vision représentative de leur utilisation et en présente quelques grandes tendances de leur utilisation. »

Rapport

FON2.1 - 0545 / 13845

Stratégies foncières locales et mobilisation des outils fonciers en faveur de la biodiversité : guide méthodologique

Centre d'Études Techniques de l'Équipement

Ministère de l'égalité des territoires et du logement ; Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, mars 2013, 173 p.

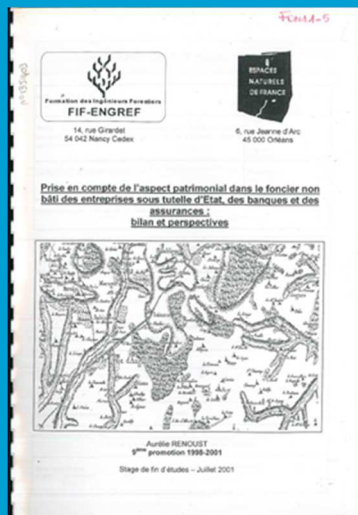
FONCIER / Acteur foncier / Biodiversité

Réalisé par le Centre d'Études Techniques de l'Équipement (CETE) Méditerranée à la demande du Ministère de l'écologie (direction de l'eau et de la biodiversité) afin de faire le point sur les principaux acteurs et grands principes méthodologiques sur les questions de stratégies foncières et de biodiversité. Le réseau des Conservatoires des espaces naturels s'est fortement impliqué dans ce document, par le biais du Comité de Pilotage et par l'ensemble des expériences des Conservatoires qui ont été identifiées. Le guide a pour objectifs :

- d'aider la définition et la mise en œuvre de stratégies et actions foncières locales en faveur de la biodiversité ;
- de capitaliser les expériences et savoir-faire à partir de cas concrets et ainsi, porter à connaissance le champ des possibles ;
- et de contribuer à une meilleure lisibilité des acteurs du foncier pour la préservation de la biodiversité et optimiser leur mobilisation.

Il s'adresse aux collectivités et leurs groupements ainsi qu'aux services de l'État et ses établissements publics de Métropole. Il insiste sur la nécessaire recherche de complémentarité entre acteurs publics et privés pour inventer des partenariats et des modes d'intervention diversifiés, adaptés aux contextes locaux. (résumé du portail zone humides)





Rapport

FON1.1-5 / 5424

Prise en compte de l'aspect patrimonial dans le foncier non bâti des entreprises sous tutelle d'Etat, des banques et des assurances : bilan et perspectives

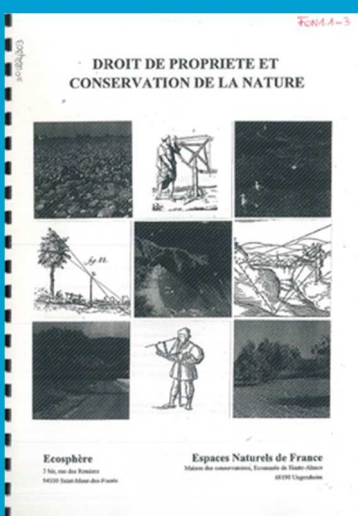
RENOUST, Aurélie

ENGREF ; Fédération des Conservatoires d'espaces naturels - Orléans, 01/07/01, 111 p.

FONCIER / Propriété foncière / Acteur foncier / Conservatoire Régional d'Espace Naturel

L'Etat, ainsi que les entreprises sous sa tutelle, ainsi que les banques et les assurances sont des propriétaires fonciers importants. Toutefois, la prise en compte de l'aspect environnemental dans la gestion de ce patrimoine foncier non bâti n'est pas clairement définie.

Ce stage a donc permis tout d'abord de déterminer les organismes les plus susceptibles de posséder du foncier non bâti ayant une valeur patrimoniale. Une étude plus approfondie et le recueil des expériences des Conservatoires ont ensuite permis de déterminer les caractéristiques de ce patrimoine, et d'ébaucher des recommandations afin de mener à bien un partenariat entre les Conservatoires et les organismes propriétaires.



Rapport

FON1.1-3 / 5262

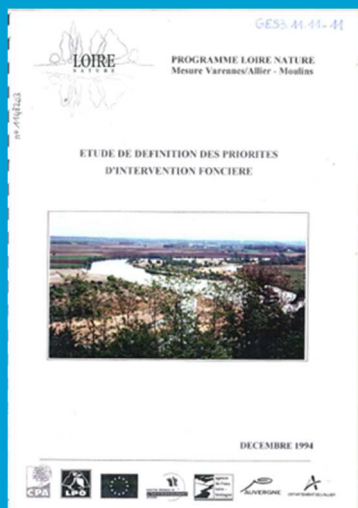
Droit de propriété et conservation de la nature

OUDARD, Xavier

Ecosphère ; Fédération des Conservatoires d'espaces naturels - Orléans, 01/03/96, 33 p.

FONCIER / Droit de la propriété / Protection de l'environnement / Propriété foncière

La propriété foncière est le droit d'user, de percevoir les fruits et de disposer d'un terrain et de ses biens accessoires. Elle peut être démembrée en droit dits immobiliers (droits d'usufruit, droit d'usage, droits dits accessoires). Les contrats fonciers permettent le transfert de ces droits. La propriété foncière est toutefois grevée de contraintes qui découlent des notions d'intérêt général, de nécessité publique.. et dans le cas des biens naturels, de la notion d'intérêt général écologique. Ces contraintes limitent la détention de la propriété, son transfert, son exercice et parfois même imposent la préservation du terrain (le propriétaire a la charge vis-à-vis de ses concitoyens de préserver la fonction écologique de la propriété). La conservation des espaces naturels et ruraux consiste dans leur utilisation durable par l'homme. Cette conservation procède soit par la contrainte des droits du propriétaire (protection réglementaire), soit par l'orientation de ces droits (protection contractuelle), soit par la détention de ces droits (protection foncière). La protection foncière se distingue par la gestion écologique qu'elle permet, par la diversité des acteurs qui peuvent la pratiquer et souvent par la pérennité de la protection assurée et par la participation des gestionnaires traditionnels du milieu. L'action foncière est un mode de protection de plus en plus développé. Il est fait un bilan des modes d'intervention de ces différents acteurs et des superficies actuellement acquises ou maîtrisées par eux ainsi que la synthèse de l'action foncière dans les projets ACE, AC-NAT et LIFE en France.



Rapport

GES3.11.11-11 / 5186

Etude de définition des priorités d'intervention foncière

Conservatoire des Espaces et Paysages d'Auvergne ; LPO Auvergne ; DIREN Auvergne ; Agence de l'eau Loire-Bretagne ; Conseil Régional d'Auvergne ; Conseil Général de l'Allier ; Union Européenne, programme Life, 01/12/94, 39 p. + annexes

FONCIER / Maîtrise foncière

La stratégie de maîtrise foncière est justifiée au travers du dispositif global Loire nature, tant comme outil d'intervention que comme garantie de gestion durable des terrains. Des précisions sont apportées sur les conditions de mise en oeuvre et d'intervention ultérieure. La deuxième partie du rapport aborde le projet en lui-même. Elle précise le choix de la zone d'intervention au sein du lit majeur et fournit les principales indications sur son intérêt. Sont développées en grande partie les données d'ordre biologique, mais également hydrodynamique. La méthode d'intervention foncière repose sur le choix de



Revue

MIL2.6 - 2077 / 18397

Restauration et réhabilitation des zones humides : enjeux, contextes et évaluation

GALLET, Sébastien ; HURUGEN, Armelle ; BITEAU, Benoît ; GAUCHERAND, Stéphanie ; et al.

IRSTEA, Sciences Eaux & Territoires, n°24, 04/09/17, 71 p.

MILIEU NATUREL / Zone humide / Restauration de milieu / Réglementation / SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES / Fonctions des zones humides / FONCIER / Mesure compensatoire

Au sommaire de ce numéro :

- Avant-propos - La restauration des zones humides, enjeu majeur du XXIe siècle
- Réparer la nature, est-ce bien raisonnable ?
- Les représentations sociales des zones humides?: quel lien avec l'action ?
- Analyse historique et cas de la dépoldérisation
- Point de vue - Le réparateur, l'ingénieur ou le thérapeute ?
- Zones humides : l'évolution du cadre juridique
- Note - Respecter le cadre et les procédures juridiques pour la restauration des milieux humides
- Focus - Mise en place d'un réseau expérimental sur la réhabilitation des zones humides dans le Finistère
- Focus - Les établissements publics fonciers, des outils pour la biodiversité des zones humides : le cas de l'EPF Nord-Pas de Calais
- Focus - Restauration de roselières en baie du Mont-Saint-Michel ? : un programme de compensation de longue haleine
- Focus - Suppression de trois ouvrages hydrauliques sur l'Orge : ingénierie ou accompagnement ?
- Le Conservatoire du littoral : un acteur face au changement climatique
- Focus - Le programme Adapto et les premières réflexions menées sur le site de la baie de Lancieux
- Une méthode nationale pour évaluer les fonctions des zones humides dans le cadre de la compensation écologique des impacts
- ASPIRE : un cadre méthodologique pour l'appréciation du succès des projets d'ingénierie et de restauration écologiques : application à une opération de restauration d'une zone humide d'altitude

Revue

SNAT3.1 - 1821 / 17746

Compensation écologique : naissance d'un cadre cohérent collectif

BIODIV'2050, n°11, Décembre 2016, 31 p.

SCIENCES EXACTES ET NATURELLES / Biodiversité / Compensation écologique / Loi biodiversité / Mesure compensatoire

Au sommaire de cette revue :

TRIBUNE

- La Compensation écologique dans la loi biodiversité
- Elaboration d'un cadre pour la compensation écologique en France : 40 ans de gestation
- Les points clés du cadre français relatif à la mise en œuvre de la compensation écologique suite à l'adoption de la loi Biodiversité

COMPRENDRE

- La dispositif de suivi et de contrôle des mesures compensatoires en France : état des lieux et contribution à l'objectif d'absence de perte nette

INVENTER

- Retour sur la première expérimentation de "site naturel de compensation" en France : l'Opération Cossure



INTERNATIONAL

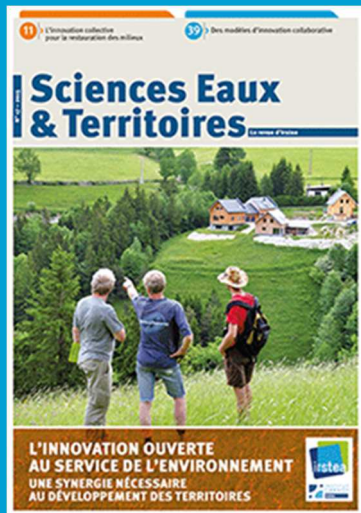
- La compensation écologique, un outil polymorphe en plein essor en Europe
- La compensation, un financement innovant en faveur de la biodiversité pour le Fonds Français pour l'Environnement Mondial

INITIATIVES

- La politique sur la compensation écologique de l'UICN : s'assurer des conditions de dimensionnement, de mise en œuvre, de suivi et de contrôle des mesures compensatoires
- Focus sur un mécanisme qui fait ses preuves : les "pools fonciers" allemands
- Bilan de la réunion annuelle du Business and Biodiversity Offsets Programme

Revue

ENV - 1361 / 16526



L'innovation ouverte au service de l'environnement. Une synergie nécessaire au développement des territoires

collectif

Sciences Eaux & Territoires, n°17, 72 p.

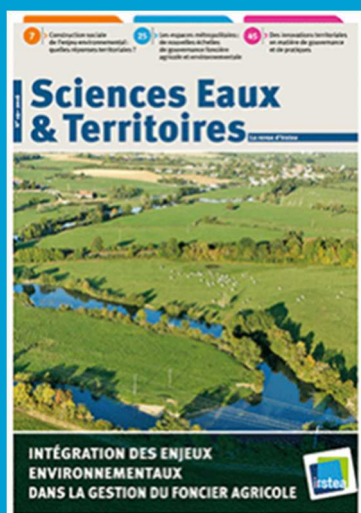
ENVIRONNEMENT / Développement durable / Economie / Recherche / Gestion d'espace naturel

Au sommaire de ce numéro :

- La conception innovante, un enjeu majeur pour l'environnement
- Écologiser le génie civil pour innover dans la restauration des écosystèmes : le cas d'un chantier de réhabilitation d'une fuite d'hydrocarbures
- Hydroacoustique et poissons migrateurs amphihalins : analyse innovante de leur dynamique migratoire
- La compensation écologique fonctionnelle : innover pour mieux traiter les impacts résiduels des projets d'aménagements sur la biodiversité
- Les zones tampons humides artificielles pour réduire les pollutions des nappes par les pesticides issus des réseaux de drainage : une innovation en marche ?
- Le nouveau Poutès : co-construire l'hydroélectricité durable
- Dynamique de collaboration entre acteurs opérationnels et scientifiques pour une amélioration des systèmes de prévision des crues en France
- Accompagner par la recherche l'innovation sociale dans un parc naturel régional : un regard en miroir
- L'innovation lue au prisme de son volet organisationnel : l'exemple de la diversification dans les stations de moyenne montagne
- Un dialogue territorial innovant pour contribuer à la réduction des pollutions diffuses au niveau d'un territoire
- Focus - Montage et réalisation de projets de recherche entre organisme de recherche, gestionnaires et bureau d'étude : analyse à travers l'expérience d'Asconit Consultants
- Les opérations de portage foncier pour préserver l'usage agricole

Revue

FON - 1552 / 17248



Intégration des enjeux environnementaux dans la gestion du foncier agricole

BERTRAND, Nathalie ; DUVILLARD, Sylvie

Sciences Eaux & Territoires, n°19, 24/05/16, 63 p.

FONCIER / Agriculture / Trame Verte et Bleue / ENVIRONNEMENT / Mesure compensatoire

Au sommaire de ce numéro :

- Intégration des enjeux environnementaux dans la gestion du foncier agricole : introduction
- Articuler la gestion des ressources forestières et du foncier agricole : le projet biomasse-énergie en Guyane
- L'accès aux ressources énergétiques au Québec : entre soutien et régulation publique du gaz de schiste, un arbitrage éclaté
- Témoignage – Le concept de ferme urbaine : Genève ou le renouvellement du rapport agriculture-urbanisation
- Témoignage – « C'est mieux que rien... »

- Témoignage - Définition de la stratégie agricole 2015-2020 de Grenoble-Alpes Métropole : le foncier au cœur des enjeux
- Les métropoles lilloise et nantaise au prisme du foncier agricole
- Politique d'acquisitions foncières et protection de la ressource en eau
- Foncier agricole et enjeux environnementaux : de nouvelles tensions au niveau des exploitations agricoles pour la mise en œuvre de la Trame Verte
- Enjeux fonciers de la relocalisation des activités et des biens menacés par des risques littoraux
- Nouvelles formes de gouvernance foncière rurale au service d'installations agricoles respectueuses de l'environnement
- Le foncier agricole, variable d'ajustement ou déterminant de la compensation écologique ?

Revue

FON2 - 0535 / 13895

Sécuriser des engagements environnementaux : séminaire d'échange sur les outils fonciers complémentaires à l'acquisition

Collectif

Etudes & documents, n°82, Avril 2013, 62 p.

FONCIER / Protection de l'environnement / Servitude / Acteur foncier / Acquisition foncière / Mesure compensatoire / Espace naturel sensible des départements

Au sommaire de ce document restituant les échanges du séminaire du 26 juin 2012 qui s'est tenu à la Défense :

A.Contexte et objectifs du séminaire d'échange

B.Les outils existants : retours d'expériences

-Préservation des milieux naturels : mise en perspective des outils juridiques

-Les cahiers des charges adossés aux ventes SAFER : quels engagements environnementaux, quelle sécurisation de ces engagements ?

-Le bail rural à clauses environnementales : retours d'expériences et besoins identifiés

-Les ENS : exemples de recours à des outils conventionnels : intervenir sur les terrains de tiers et sécuriser les engagements de gestion

-Les servitudes conventionnelles environnementales : utilisations actuelles et possibles à droit constant

C.Quelles initiatives à l'acquisition foncière pour mettre en œuvre la compensation écologique ?

-Les besoins d'un aménageur

-Pistes de travail proposées par la Fédération nationale des syndicats d'exploitation agricole

D.Quels compléments à l'acquisition foncière pour préserver la qualité environnementale de zones à fort enjeu écologique ?

-Pratiques et besoins : l'expérience du Conservatoire du littoral

-Pratiques et besoins : l'expérience de la Fédération des Conservatoires d'espaces naturels

-Les propositions de la Société française de droit de l'environnement

-Mise en perspective par l'institut national de l'espace rural et de l'environnement

E.Synthèse

F.Conclusions et suites prévues

Revue

FON1.2 - 0201 / 12593

La maîtrise foncière dans les espaces naturels

FAVRE, Elisabeth

Les Cahiers Techniques, Février 2012, 27 p.

FONCIER / Acteur foncier / Maîtrise foncière / Gestion d'espace naturel / Méthodologie

Au sommaire de ce numéro :

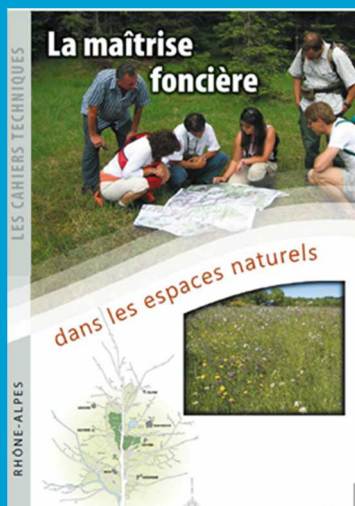
LE CONTEXTE TERRITORIAL ET FONCIER

- L'histoire comme élément de compréhension

- Pourquoi opérer une maîtrise foncière ?

- Qui sont les acteurs fonciers ?

- Sécuriser au mieux le devenir du foncier



COMMENT PROCEDER POUR MAITRISER LE FONCIER ?

- Quand l'animation foncière résulte d'une action structurée
- Quand l'animation foncière est conduite selon opportunité
- Choisir le bon outil de maîtrise foncière
- L'importance de la cohérence avec d'autres outils
- Les étapes clés de l'animation foncière
- Comment se faire financer la maîtrise foncière ?

L'APRES MAITRISE : METTRE EN PLACE UNE GESTION EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE

Texte officiel

FON - 2132 / 18562

Instruction technique DGPE/SDPE/2016-861

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, Bulletin officiel du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, n°46, 26/10/16, 12 p.

FONCIER / Réglementation / Ressource en eau / Biodiversité / Paysage / Prévention des risques / Agri-environnement

"Mis en place en 2006, le bail rural à clauses environnementales (BRE) a eu, dès l'origine, pour objet le « respect par le preneur des pratiques culturelles mentionnées au 2ème alinéa de l'article L. 411-27 », c'est-à-dire des pratiques visant la préservation de la ressource en eau, de la biodiversité, des paysages, de la qualité des produits, des sols et de l'air, la prévention des risques naturels et la lutte contre l'érosion. Il s'agit d'un dispositif permettant de concilier une activité de production agricole et le respect de l'environnement. Cet outil s'inscrit dans la démarche globale de l'agroécologie et de la triple performance. C'est pourquoi la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF) s'est attachée à promouvoir le dispositif du BRE et à permettre son extension à de nouveaux cas de figure. Elle a élargi le champ d'application du bail rural à clauses environnementales, en permettant aux bailleurs privés de conclure des BRE sur la totalité du territoire (et non plus seulement sur des parcelles situées en zones protégées), à la condition toutefois que ces baux visent le maintien d'infrastructures écologiques ou de pratiques environnementales existantes. La présente instruction est destinée avant tout, à l'information des bailleurs privés et à celle des preneurs à bail, sur les nouvelles possibilités s'offrant à eux depuis l'entrée en vigueur du III de l'article 4 de la LAAAF qui a complété l'article L. 411-27 précité. De ce fait, elle s'adresse aux personnes et services chargés de conseiller les bailleurs ou les preneurs (les services agricoles ou environnement des DDT, DDTM ou DAAF, les organisations professionnelles agricoles, les fédérations de propriétaires, les notaires, les chambres d'agriculture, etc.)."

Retrouvez la grande majorité de ces documents en consultant leur notice dans la base documentaire *via* un accès direct de type lien URL. Pour les supports papier ou numérique, s'adresser directement à la documentaliste.

Base documentaire Loire : <http://reseau-cen-doc.org/>





Le Centre de Ressources Loire nature et son Centre de Documentation

Initié à la fin du programme Loire nature (2000-2006), le Centre de Ressources est né en 2007 avec la volonté de favoriser la mutualisation et l'harmonisation des données avec notamment la création d'un Centre de Documentation et la mise en ligne d'une base documentaire.

Cheville ouvrière du Centre de Ressources, la base documentaire met à disposition des acteurs du bassin plus de 5 000 références ayant trait aux thématiques du patrimoine naturel ligérien et du plan Loire. La majorité des documents sont des rapports (issus essentiellement de la littérature grise), des ouvrages, des articles de périodiques.

Le Centre de Documentation est constitué d'une part d'un fonds physique de plus de 3 000 documents empruntables auprès de la documentaliste et de plus de 2 500 documents numériques accessibles soit directement par téléchargement d'un lien intégré à la notice de la base documentaire ou en en faisant la demande par courriel.

Les nouveautés sont présentées régulièrement dans une lettre d'information trimestrielle diffusée auprès d'environ 1 500 contacts sur le bassin de la Loire.

Centre de Ressources Loire nature

Fédération des Conservatoires d'espaces naturels

Contact : agnes.raysseguier@reseau-cen.org

Base documentaire : <http://reseau-cen-doc.org/>

